Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 107° — Numero 123

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 21 maggio 1966 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 29 marzo 1966, n. 290.
Ratifica ed esecuzione della Convenzione per la pesca, firmata a Londra il 10 aprile 1964.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione per la pesca, firmata a Londra il 10 aprile 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 14 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 marzo 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — REALE — NATALI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

Convention sur la pêche

Les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la République Française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suède,

Désireux de définir un régime de pêche de caractère permanent;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

1. Chacune des Parties contractantes reconnaît aux autres Parties contractantes le droit d'établir le régime de pêche défini par les articles 2 à 6 de la présente convention.

2. Chacune des Parties contractantes conserve toutefois le droit de maintenir le régime de pêche qu'elle applique à la date à laquelle la présente convention est ouverte à la signature, si ce régime est plus favorable à la pêche des autres pays que celui défini par les articles 2 à 6.

Article 2

L'Etat rivérain a le droit exclusif de pêche et juridiction exclusive en matière de pêche dans la zone de six milles mesurés à partir de la ligne de base de la mer territoriale.

Article 3

Dans la zone comprise entre six et douze milles mesurés à partir de la ligne de base de la mer territoriale, le droit de pêche n'est exercé que par l'Etat riverain ainsi que par les autres Parties contractantes dont les navires de pêche ont habituellement pratiqué la pêche dans cette zone entre le 1er janvier 1953 et le 31 décembre 1962.

Article 4

Les navires de pêche des Parties contractantes autres que l'Etat riverain autorisés à pêcher conformément à l'article 3, ne doivent pas faire porter leur effort de pêche sur des stocks de poissons ou sur des lieux de pêche substantiellement différents de ceux qu'ils avaient l'habitude d'exploiter. L'Etat riverain peut faire respecter cette règle.

Article 5

1. Dans la zone définie à l'article 3 l'Etat riverain a le pouvoir de réglementer la pêche et de faire respecter cette règlementation y compris les règlements destinés à faire appliquer les mesures de conservation ayant fait l'objet d'un accord international, à condition qu'il n'en résulte aucune discrimination ni en droit ni en fait à l'encontre des navires de pêche des autres Parties contractantes qui y pêchent conformément aux articles 3 et 4.

2. Avant d'établir cette règlementation, l'Etat riverain la portera à la connaissance des autres Parties contractantes intéressés et les consultera si elles le demandent.

Article 6

Toute ligne de base droite ou de fermeture de baies qui serait tracée par une Partie contractante devra être conforme aux règles générales du droit international et notamment aux dispositions de la Convention sur la mer territoriale et la zone contigüe établie à Genève le 29 avril 1958.

Article 7

Lorsque les côtes de deux Parties contractantes se font face ou sont limitrophes, aucune de ces Parties contractantes n'est en droit, à défaut d'accord contraire entre elles, d'établir un régime de pêche dans une zone s'étendant au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des laisses de basse mer des côtes de chacune des Parties contractantes intéressées.

Article 8

1. Lorsqu'une Partie contractante aura établi le régime défini par les articles 2 à 6, tout droit de pêche qu'elle accordera ultérieurement à un Etat non-contractant s'étendra automatiquement aux autres Parties contractantes, que celles-ci puissent ou non prétendre à ce droit au titre d'activités de pêche habituelles, et cela dans la mesure où l'Etat non-contractant se prévaudra de ce droit d'une manière effective et habituelle.

2. Si une Partie contractante ayant établi le régime défini par les articles 2 à 6 accorde à une autre Partie contractante un droit de pêche que celle-ci ne peut pas revendiquer au titre des articles 3 et 4, même droit s'étend automatiquement à toutes les autres Parties contractantes.

Article 9

1. En vue de permettre aux pêcheurs des autres Parties contractantes ayant habituellement pratiqué la pêche dans la zone définie à l'article 2 de s'adapter à leur exclusion de cette zone, une Partie contractante etablissant le régime défini aux articles 2 à 6 leur accordera le droit d'y pêcher pour une période transitoire à déterminer par accord entre les Parties contractantes intéressées.

2. Une Partie contractante ayant etabli le régime défini dans les articles 2 à 6, peut, nonobstant les dispositions de l'article 2, continuer à accorder le droit de pêche dans tout ou partie de la zone définie à l'article 2 à d'autres Parties contractantes dont les pêcheurs ont habituellement pratiqué la pêche dans cette zone en vertu d'arrangements de voisinage.

Article 10

Aucune disposition de la présente Convention ne peut faire obstacle au maintien ou à l'institution d'un régime particulier en matière de pêche:

a. entre les Etats membres de la Communauté Economique Européenne et associés à celle-ci,

b. entre les Etats membres de l'Union Economique du Benelux,

c. entre le Danemark, la Norvège et la Suède,

d. entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en ce qui concerne la baie de Granville et les Iles Minquiers et Ecréhous,

e. entre l'Espagne, le Portugal et les pays d'Afrique dont ils sont respectivement voisins,

f. dans le Skagerrak et le Kattegat.

Article 11

Sous réserve de l'accord des autres Parties contractantes, un Etat riverain peut exclure certaines zones de l'application intégrale des articles 3 et 4 afin d'accorder une préférence à la population locale si celle-ci dépend essentiellement de la pêche côtière.

Article 12

La présente convention s'applique aux eaux adjacentes aux côtes définies à l'annexe I. Cette annexe pourra être modifiée avec le consentement des Gouvernements des Parties contractantes. Toute proposition d'amendement sera adressée au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui la notifiera à toutes les Parties contractantes et les informera de la date à laquelle l'amendement sera entré en vigueur.

Article 13

A moins que les Parties ne conviennent de rechercher une solution par un autre mode de règlement pacifique, les différends qui pourraient s'élever entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente convention seront soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'annexe II de cette convention.

Article 14.

1. La présente Convention sera ouverte à la signature du 9 mars 1964 au 10 avril 1964. Elle sera ratifiée ou approuvée conformément aux dispositions constitutionnelles respectives des Gouvernements signataires. Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés aussitôt que possible auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

2. La présente convention entrera en vigueur à la date du dépôt des instruments de ratification ou d'approbation par huit Gouvernements signataires. Toutefois si cette condition ne se trouve pas remplie à la date du 1er janvier 1966, les Gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification ou d'approbation, pourront fixer entre eux par un protocole spécial la date d'entrée en vigueur de la Convention. Dans les deux cas la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard d'un gouvernement qui la ratifierait ou l'approuverait ultérieurement, sera celle du dépôt de ses instruments de ratification ou d'approbation.

3. Après l'entrée en vigueur de la Convention, tout Etat pourra y adhérer dans des conditions convenues en accord avec les Parties contractantes. L'adhésion intervenue dans les conditions convenues d'un commun accord fera l'objet d'une notification écrite au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

4. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord informera tous les Gouvernements signataires et ceux qui adhéreront à la Convention de tout dépôt d'instruments de ratification ou d'approbation et de toute adhésion reçue, et leur notifiera les dates auxquelles et les Gouvernements à l'égard desquels la présente Convention sera entrée en vigueur.

Article 15

La présente Convention est conclue sans limitation de durée. Toutefois, à tout moment après l'expiration d'une période de 20 ans à date de la mise en vigueur initiale de la présente Convention, toute Partie contractante aura le droit de la dénoncer avec un préavis de deux ans. Cette dénonciation devra être notifiée par écrit au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en informera les autres Parties contractantes.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

DONE at London this ninth day of March, 1964, in the English and French languages, each text being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, which shall transmit a certified true copy thereof to each signatory and acceding Government.

FAIT à Londres, le neuvième jour du mois de mars 1964, en langues française et anglaise, chaque texte faisant également foi, en un exemplaire unique, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en délivrera une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements signataires et adhérents.

For the Government of Austria:
Pour le Gouvernement de l'Autriche:

For the Government of Belgium:
Pour le Gouvernement de la Belgique:
J. DE THIER

For the Government of Denmark:
Pour le Gouvernement du Danemark:
NILS SVENNINGSEN

For the Government of the French Republic:
Pour le Gouvernement de la République Française:
G. DE COURCEL

For the Government of the Federal Republic of Germany:
Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:
HASSO VON ETZDORF

For the Government of Ireland:
Pour le Gouvernement de l'Irlande:
SEÁN F. LEMASS

For the Government of Italy:
Pour le Gouvernement de l'Italie:
P. QUARONI

For the Government of Luxembourg:
Pour le Gouvernement du Luxembourg:
A. J. CLASEN

For the Government of the Netherlands:
Pour le Gouvernement des Pays-Bas:
C. W. VAN BOETZELAER

For the Government of Portugal:
Pour le Gouvernement du Portugal:
HUMBERTO ALVES MORGADO

For the Government of Spain:
Pour le Gouvernement de l'Espagne:
SANTA CRUZ

For the Government of Sweden:
Pour le Gouvernement de la Suède:
GUNNAR HÄGGLÖF

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
R. A. BUTLER

ANNEXE I

Les côtes des Parties contractantes auxquelles s'applique la Convention sont les suivantes:

Belgique
Toutes les côtes.

Danemark
Les côtes de la Mer du Nord, du Skagerrak et du Kattegat (c'est-à-dire la zone située au nord et à l'ouest des lignes tirées de Hasenore Head à Gniben Point, de Korshage à Spodsbierg, et de Gilbierg Head au Kullen).

France
Les côtes de la Mer du Nord et de la Manche, et les côtes européennes de l'Atlantique.

République fédérale d'Allemagne
La côte de la Mer du Nord.

Irlande
Toutes les côtes.

Pays-Bas
La côte de la Mer du Nord.

Portugal
La côte atlantique, au nord du 36ème parallèle, et la côte de l'Ile Madère.

Espagne
La côte atlantique, au nord du 36ème parallèle.

Suède
La côte occidentale, au nord d'une ligne tirée du Kullen à Gilbierg Head.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Toutes les côtes, y compris celles de l'Ile de Man et des Iles Anglo-normandes.

ANNEXE II

Arbitrage

Article 1er

1. Dans les trois mois qui suivent la signature de la présente Convention ou l'adhésion à cette Convention, chaque Gouvernement signataire ou qui y adhère désigne cinq personnes disposées à accepter les fonctions d'arbitre et ayant la nationalité de l'un des Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

2. Les personnes ainsi désignées sont inscrites sur une liste qui sera notifiée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à tous les Gouvernements signataires et à ceux qui y adhèrent.

3. Toute modification de la liste des arbitres sera notifiée de la même façon.

4. La même personne peut être désignée par des gouvernements différents.

5. Les arbitres sont nommés pour une période de six ans qui peut être renouvelée.

6. En cas de décès ou de retraite d'un arbitre, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa désignation, pour une nouvelle période de six ans.

Article 2

1. La partie désirant recourir à l'arbitrage conformément à la présente annexe informe l'autre partie de la réclamation qu'elle soumet à l'arbitrage et lui remet un exposé sommaire des motifs sur lesquels elle est fondée.

2. Le tribunal arbitral se compose de cinq membres. Les parties désignent chacune un membre qui peut être choisi parmi leurs ressortissants respectifs. Les trois autres arbitres, y compris le président, sont choisis d'un commun accord entre le parties parmi les ressortissants de tierces puissances dont les noms figurent sur la liste prévue à l'article 1er.

Article 3

Si les membres du tribunal arbitral ne sont pas nommés dans le délai d'un mois à partir de la demande d'arbitrage, le soin de les désigner est confié au président de la Cour internationale de Justice. Au cas où ce dernier serait ressortissant de l'une des parties au litige, cette tâche est confiée au vice-président de la Cour ou au juge le plus ancien qui n'est pas un ressortissant des parties.

Article 4

Les arbitres que désigne le président de la Cour internationale de Justice sont choisis parmi les ressortissants des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de préférence sur la liste prévue à l'article 1. Le président de la Cour international de Justice consultera au préalable les parties au litige et éventuellement le directeur général de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le président du Conseil international pour l'exploration de la mer. Les arbitres doivent être de nationalités différentes.

Article 5

Les parties peuvent conclure un accord spécial déterminant le sujet de leur différend et les détails de la procédure.

Article 6

En l'absence de détails suffisants dans l'accord spécial ou dans la présente annexe sur les questions mentionnées à l'article 5 de la présente annexe, les dispositions des articles 59 à 82 de la Convention sur le règlement pacifique des différends internationaux signée à La Haye le 18 octobre 1907, seront appliquées dans la mesure du possible.

Article 7.

Les parties facilitent les travaux du tribunal arbitral et lui fournissent notamment, dans toute le mesure du possible, tous les documents et renseignements appropriés. Elles utilisent les moyens à leur disposition pour lui permettre de procéder sur leur territoire et conformément à leur législation, à la convocation et à l'audition des témoins ou des experts, et de visiter les localités en question.

Article 8

En l'absence d'accord contraire entre les parties, les décisions du tribunal arbitral sont prises à la majorité; sauf en ce qui concerne les questions de procédure, les décisions ne sont valables que si tous les membres sont présents. Le vote des arbitres et les opinions dissidentes ou séparées ne sont pas rendus publics.

Article 9

1. Au cours du procès chaque membre du tribunal arbitral reçoit des émoluments dont le montant est fixé par accord entre les parties, chacune d'elles contribuant à part égale.

2. Les frais du tribunal arbitral sont partagés de la même manière.

Article 10

La validité d'actes juridiques intervenus antérieurement à la date à laquelle la Convention a été ouverte à la signature ne peut être mise en question à l'occasion des litiges soumis au tribunal arbitral.

Article 11

1. Si un litige est fondé sur un dommage allégué à un intérêt privé qui relève, d'après le droit interne de l'une des parties, de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie peut s'opposer à ce que ce différend soit soumis à la procédure prévue dans la présente annexe, avant qu'une décision définitive ait été rendue par l'autorité compétente dans un délai raisonnable.

2. Si une décision définitive est intervenue dans l'ordre interne, il ne sera plus possible de recourir à la procédure prévue dans cette annexe aprés l'expiration d'un délai de cinq années à dater de ladite décision.

Article 12

Si l'exécution d'une décision du tribunal arbitral se heurte à un jugement rendu ou à une mesure prise par une autorité judiciaire ou toute autre autorité d'une des parties au différend et si le droit interne de cette partie ne permet pas ou ne permet que partiellement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, le tribunal accorde, s'il y a lieu, une satisfaction équitable à la partie lésée.

Article 13

1. Dans tous les cas où un différend fait l'objet de l'arbitrage et notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, le tribunal arbitral détermine dans les plus brefs délais possibles les mesures provisoires à prendre. Les parties au différend sont tenues de s'y conformer.

2. Les parties s'abstiennent de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision arbitrale et, en général, ne procèdent à aucun acte de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 14

1. Dès que le tribunal est constitué, le président informe les autres Parties contractantes du différend dont il a été saisi.

2. Dans le délai d'un mois à dater de cette notification, toute Partie contractante peut intervenir si elle justifie d'un intérêt à la solution du litige. L'intervention ne pourra avoir d'autre objet que de soutenir ou de combattre les conclusions ou une partie des conclusions des Gouvernements antérieurement parties au litige. Une intervention ne modifie pas la composition initiale du tribunal.

Article 15.

Chacune des Parties contractantes se soumettra aux décisions du tribunal arbitral dans tout différend auquel elle est partie.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

LEGGE 29 marzo 1966, n. 291.

Ratifica ed esecuzione del Protocollo di emendamento all'articolo 48, lettera a), della Convenzione internazionale per l'aviazione civile stipulata a Chicago il 7 dicembre 1944, firmato a Roma il 15 settembre 1962.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo di emendamento all'articolo 48, lettera *a*), della Convenzione internazionale per l'aviazione civile, stipulata a Chicago il 7 dicembre 1944, firmato a Roma il 15 settembre 1962.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità alla clausola finale del Protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 marzo 1966

SARAGAT

MORO — FANFANI — TAVIANI — PRETI — COLOMBO — SCALFARO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale (Signé à Rome, **le** 15 septembre 1962).

L'ASSEMBLÉE DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

S'etant reunie à Rome, le vingt et un août 1962, en sa quatorzième session,

Ayant pris acte du désir général des Etats contractants d'augmenter le nombre minimum d'Etats contractants requis pour que la convocation d'une Assemblée extraordinaire puisse être demandée et qui est actuellement de dix,

Ayant estimé qu'il convenait de porter ce nombre au cinquième du nombre total des Etats contractants,

Et ayant estimé nécessaire d'amender à cette fin la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le sept décembre 1944,

A adopté, le quatorze septembre mil neuf soixante-deux, conformément aux dispositions de l'alinéa *a*) de l'article 94 de la Convention précitée, le projet d'amendement à ladite Convention dont le texte suit:

Remplacer la seconde phrase de l'alinéa *a*) de l'article 48 de la Convention par le texte suivant: « Elle peut tenir une session extraordinaire à tout moment sur convocation du Conseil ou sur requête adressée au Secrétaire général par un nombre d'Etats contractants égal au cinquième au moins du nombre total de ces Etats ».

A fixé à soixante-six le nombre d'Etats contractants dont la ratification est nécessaire à l'entrée en vigueur dudit amendement, conformément aux dispositions de l'alinéa *a*) de l'article 94 de ladite Convention et

A decidé que le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale devra établir en langues française, anglaise et espagnole, chacun faisant également foi, un protocole concernant l'amendement précité et comprenant les dispositions ci-dessous.

En consequence, conformément à la decision susmentionnée de l'Assemblée,

Le présent Protocole a été établi par le Secrétaire général de l'Organisation;

Il sera soumis à la ratification de tout Etat qui a ratifié la Convention relative à l'Aviation civile internationale ou y a adhéré;

Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale;

Le présent Protocole entrera en vigueur le jour du dépôt du soixante-sixième instrument de ratification à l'égard des Etats qui l'auront ratifié;

Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats contractants la date du dépôt de chaque instrument de ratification dudit Protocole;

Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats parties à ladite Convention ou qui l'ont signée la date à laquelle ledit Protocole entrera en vigueur;

Le présent Protocole entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat contractant qui l'aura ratifié après la date précitée, dès que cet Etat aura déposé son instrument de ratification auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

En foi de quoi, le Président et le Secrétaire général de la quatorzième session de l'Assemblée de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, autorisés à cet effet par l'Assemblée, signent le présent Protocole.

FAIT à Rome, le quinze septembre mil neuf cent soixante-deux, en un seul exemplaire rédigé en langues française, anglaise et espagnole, chacun faisant également foi. Le présent Protocole restera déposé dans les archives de l'Organisation de l'Aviation civile internationale; le Secrétaire général de l'Organisation en trasmettra des copies conformes à tous les Etats qui sont parties à la Convention relative à l'Aviation civile internationale, mentionnée ci-dessus, ou qui l'ont signée.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 febbraio 1966, n. **292.**

Istituzione di un posto di professore di ruolo convenzionato da destinare all'insegnamento di « Geologia applicata » presso la Facoltà di ingegneria dell'Università di Cagliari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, e successive modificazioni ed integrazioni;

Veduta la legge della Regione autonoma della Sardegna 4 luglio 1963, n. 6;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata e resa esecutiva l'annessa convenzione stipulata in Cagliari in data 28 ottobre 1965 per il finanziamento di un posto di professore di ruolo presso la Facoltà di ingegneria dell'Università di Cagliari.

Art. 2.

E' istituito, ai sensi degli articoli 63, secondo comma, e 100, secondo comma, del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, un posto di professore di ruolo da destinare all'insegnamento di « Geologia applicata » in aggiunta a quelli indicati per la Facoltà di ingegneria dell'Università di Cagliari nella tabella *d*) annessa al predetto testo unico e successive modificazioni.

Art. 3.

Qualora la convenzione non sia rinnovata alla scadenza ovvero vengano meno, in tutto o in parte, per qualsiasi motivo, i contributi in essa previsti, il posto di cui al precedente articolo sarà senz'altro soppresso con la conseguente cessazione dal servizio del titolare, salvo eventuali responsabilità, che potranno derivare all'Ente sovventore dal mancato adempimento, nei casi previsti dalle leggi vigenti in materia di obbligazioni.

Art. 4.

I versamenti dei contributi previsti dalla convenzione verranno fatti affluire allo stato di previsione dell'entrata al capitolo ed all'articolo propri dell'esercizio nel quale sarà nominato il titolare del posto ed ai capitoli ed articoli corrispondenti per gli esercizi successivi.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 febbraio 1966

SARAGAT

GUI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 maggio 1966
Atti del Governo, registro n. 203, *foglio n.* 20. — VILLA

Convenzione per l'istituzione di un posto di professore di ruolo per l'insegnamento di « Geologia applicata » presso la Facoltà di ingegneria dell'Università degli studi di Cagliari.

REPUBBLICA ITALIANA

L'anno millenovecentosessantacinque, addì 28 (ventotto) del mese di ottobre a Cagliari nella sala del Rettorato nel palazzo dell'Università degli studi.

Innanzi a me dott. Gesuino Piga, funzionario amministrativo dell'Università degli studi di Cagliari, delegato con decreto rettorale in data 1° luglio 1963 a redigere gli atti ed i contratti per conto dell'Università medesima, senza l'assistenza dei testimoni, avendovi le parti infranominande, che ne hanno i requisiti di legge, di comune accordo e con mio consenso espressamente rinunciato, sono personalmente comparsi i signori:

prof. Giuseppe Peretti, nato a Cagliari il 5 dicembre 1904 e domiciliato per la carica presso il Rettorato dell'Università degli studi di Cagliari, nella sua esclusiva qualità di rettore e legale rappresentante della medesima, autorizzato alla stipulazione del presente atto come da deliberazione del Consiglio di amministrazione dell'Università stessa in data 18 gennaio 1965 (allegato *A*);

on. Lucio Abis, nato a Oristano il 24 febbraio 1926, domiciliato per la carica presso la Regione autonoma della Sardegna, nella sua esclusiva qualità di Assessore al lavoro e P. I. e legale rappresentante della Regione autonoma della Sardegna, autorizzato alla stipulazione della presente convenzione in forma della legge regionale 4 luglio 1963, n. 6, pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione autonoma della Sardegna (parte I e II) in data 24 agosto 1963, n. 53 (allegato *B*) e in forza del mandato ricevuto dalla Giunta regionale della Sardegna, conferitogli nella adunanza del 24 novembre 1964, integrata con successiva del 21 luglio 1965 (allegato *C*).

Premesso

a) che lo statuto dell'Università degli studi di Cagliari, nell'ordinamento degli studi per la Facoltà di ingegneria, comprende fra gli insegnamenti quello di « Geologia applicata » e che ragioni di opportunità rendono necessaria la istituzione di un posto di professore di ruolo destinato al predetto insegnamento;

b) che la Regione autonoma della Sardegna si è fatta promotrice di apposito provvedimento legislativo per la istituzione di un posto di professore di ruolo per l'insegnamento di « Geologia applicata »;

c) che con la legge regionale 4 luglio 1963, n. 6, pubblicata nel Bollettino della Regione autonoma della Sardegna (parte I e II) in data 24 agosto 1963, n. 53, l'Amministrazione regionale è autorizzata a stipulare apposita convenzione con l'Amministrazione dell'Università di Cagliari per la istituzione di un posto di professore di ruolo per l'insegnamento di « Geologia applicata » presso la Facoltà di ingegneria (allegato *B*);

d) che la Giunta regionale, con deliberazione in data 24 novembre 1964 ha approvato lo schema della presente convenzione, disponendone in pari tempo la stipulazione (allegato *C*);

e) che la Giunta regionale, con successiva deliberazione in data 21 luglio 1965 ha autorizzato, in conseguenza della legge 9 febbraio 1963, n. 78, la modifica del costo medio, già fissato nello schema di convenzione sopra citato in L. 4.560.000, di cui L. 760.000 per trattamento di quiescenza, elevandolo a L. 5.520.000, di cui L. 920.000 per trattamento di quiescenza (allegato *D*);

f) che il Consiglio della Facoltà di ingegneria (allegato *E*), il Senato accademico (allegato *F*) ed il Consiglio di amministrazione (allegato *G*) dell'Università degli studi di Cagliari hanno deliberato, ciascuno per quanto di propria competenza, di approvare l'istituzione del nuovo posto di professore di ruolo e di autorizzare il rettore dell'Università medesima alla stipulazione della presente convenzione.

Tutto ciò premesso, i suddetti signori, della cui identità personale e piena capacità giuridica sono personalmente certo e che, col mio consenso, hanno dichiarato di rinunciare alla assistenza dei testimoni in esecuzione alla autorizzazione ricevuta dagli Enti che rispettivamente rappresentano, convengono e stipulano quanto appresso:

Art. 1.

Presso la Facoltà di ingegneria dell'Università degli studi di Cagliari, sarà istituito, ai sensi dell'art. 63, comma secondo,

dell'art. 100, comma secondo, del testo unico, delle leggi sulla istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, in aggiunta ai posti assegnati in organico, un posto di professore di ruolo per l'insegnamento di « Geologia applicata ».

Art. 2.

La Regione autonoma della Sardegna, a mezzo del suo legale rappresentante, assume l'obbligazione di corrispondere all'Università degli studi di Cagliari, per il funzionamento del posto di ruolo di « Geologia applicata », la somma annua di L. 4.600.000, pari all'importo del costo medio per trattamento economico di attività, a qualsiasi titolo di un professore universitario di ruolo.

Art. 3.

La Regione autonoma della Sardegna si obbliga inoltre di corrispondere all'Università degli studi di Cagliari, oltre alla somma annua indicata nel precedente art. 2, la ulteriore somma di L. 920.000 annua, pari al 20 % del contributo di L. 4.600.000, per la copertura degli oneri inerenti ai trattamenti di quiescenza e previdenza che possano eventualmente spettare al titolare del cennato posto nei casi previsti dalle vigenti disposizioni ovvero nell'ipotesi di cessazione dal servizio conseguente al verificarsi di una delle condizioni previste dal successivo art. 9, nonchè per rimborso dell'onere a carico dello Stato, per il trattamento di assistenza sanitaria.

Art. 4.

La Regione autonoma della Sardegna si obbliga a versare le somme di cui ai precedenti articoli 2 e 3 entro il mese di novembre di ciascun anno al quale si riferiscono.

Art. 5.

Qualora a seguito di miglioramenti economici e di carriera disposti dallo Stato, il costo medio di un professore universitario di ruolo risulti per trattamento economico di attività, a qualsiasi titolo di importo superiore a quello indicato dall'art. 2, la Regione autonoma della Sardegna si obbliga ad elevare il relativo contributo fino ad adeguarlo al nuovo costo medio e, conseguentemente, ed in proporzione, anche il contributo di cui all'art. 3.

Nel caso in cui siano adottati provvedimenti che comportino maggiori oneri allo Stato per i trattamenti di quiescenza a favore dei professori universitari, la Regione autonoma della Sardegna si impegna, altresì, ad adeguare proporzionalmente ed in corrispondenza, l'aliquota del 20 % indicata nell'art. 3.

L'aumento dei contributi su indicati avrà effetto dalla stessa data dalla quale decorreranno i miglioramenti di cui al presente articolo.

Art. 6.

L'Università di Cagliari, in esecuzione degli impegni presi dalla Regione autonoma della Sardegna con il presente atto, è tenuta a versare annualmente allo Stato l'importo lordo degli assegni effettivamente corrisposti al titolare del posto di ruolo di « Geologia applicata ».

L'Università di Cagliari verserà altresì annualmente allo Stato, con esonero da ogni altro obbligo e responsabilità, la somma prevista dal precedente art. 3, per gli effetti suindicati e le eventuali maggiorazioni previste dall'art. 5, secondo comma.

Art. 7.

Nelle ricerche e nello studio di quei problemi che investono settori ed argomenti fondamentali della Regione autonoma della Sardegna, la collaborazione con l'Amministrazione regionale avverrà sia su iniziativa del docente e dell'Istituto di cui la cattedra di Geologia applicata fa parte, sia su richiesta della medesima Amministrazione regionale.

Delle ricerche e degli studi cennati che, su propria iniziativa, la predetta cattedra svolgerà, il titolare darà notizia dei risultati ottenuti all'Amministrazione regionale, trasmettendole, se richiesti, gli elaborati e ponendosi a disposizione per ogni ulteriore chiarimento o approfondimento.

La cattedra suddetta e l'Istituto che la comprende saranno tenuti inoltre ad effettuare le ricerche e gli studi che l'Amministrazione regionale dovesse ritenere opportuni nell'interesse della Sardegna, e pertanto i relativi temi, i loro obiettivi e il programma delle ricerche saranno preventivamente discussi ed approvati tra l'Amministrazione regionale, il titolare della cattedra ed il direttore dell'Istituto di cui quella cattedra fa parte.

Art. 8.

La presente convenzione avrà la durata di anni venti con decorrenza dall'anno accademico nel quale interverrà la nomina del primo titolare dell'istituendo posto di ruolo e si intenderà tacitamente rinnovata per uguale periodo di tempo qualora non venga disdetta mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, almeno un anno prima della sua scadenza.

Art. 9.

Qualora la convenzione non sia rinnovata alla scadenza, ovvero vengano meno, per qualsiasi motivo, i contributi in essa previsti, il posto di cui trattasi resterà senz'altro soppresso con corrispondente cessazione dal servizio del titolare.

Art. 10.

La presente convenzione che è stipulata nell'interesse dell'Università degli studi di Cagliari è esente da tassa di registro e bollo a termini dell'art. 55 del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592.

Essa diverrà esecutiva non appena pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana il decreto del Presidente della Repubblica che ne disporrà l'approvazione ed istituirà il posto di ruolo.

Richiesto, io ufficiale rogante, ricevo questo atto scritto da persona di mia fiducia, in pagine 7 (sette) e fino a qui della presente, del quale ho dato lettura alle parti contraenti che lo dichiarano in tutto conforme alla loro volontà e che qui con me lo sottoscrivono.

L'Assessore al lavoro e P. I.
della Regione autonoma della Sardegna
Lucio Abis

Il rettore dell'Università degli studi di Cagliari
Giuseppe Peretti

L'ufficiale rogante
Gesuino Piga

Copia conforme all'originale, registrato a Cagliari il 29 ottobre 1965 al n. 13644, vol. 426.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per la pubblica istruzione
Gui

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 marzo 1966, n. 293.

Autorizzazione all'Automobile Club di Pistoia ad acquistare un immobile.

N. 293. Decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per il turismo e lo spettacolo, l'Automobile Club di Pistoia viene autorizzato ad acquistare in proprietà, dai signori Ubaldo Petracchi ed Argante Mantellassi, per il prezzo di L. 4.500.000, l'appezzamento di terreno sito nel comune di Quarrata — posto lungo la via Europa — esteso mq. 1050, censito al foglio 23, particella 94-*b*, per la costruzione degli uffici della propria delegazione e di una stazione di rifornimento carburanti.

Visto, *il Guardasigilli*: Reale
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 maggio 1966
Atti del Governo, registro n. 203, foglio n. 38. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 marzo 1966, *n.* **294.**

Autorizzazione all'Automobile Club di Livorno ad acquistare un immobile.

N. 294. Decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per il turismo e lo spettacolo, l'Automobile Club di Livorno viene autorizzato ad acquistare in proprietà dal signor Ilando Iacopini, per il prezzo di L. 2.000.000, lo appezzamento di terreno sito nel comune di Cecina, esteso mq. 1750, per la costruzione degli uffici della propria delegazione e di una stazione di rifornimento carburanti.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *maggio* 1966
Atti del Governo, registro n. 203, *foglio n.* 37. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 marzo 1966, *n.* **295.**

Riconoscimento della personalità giuridica della « Fondazione Guido Lovato per lo studio dei problemi in materia di borsa e credito », con sede in Venezia.

N. 295. Decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1966, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene riconosciuta la personalità giuridica della « Fondazione Guido Lovato per lo studio dei problemi in materia di borsa e credito », con sede in Venezia, e ne viene, altresì, approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *maggio* 1966
Atti del Governo, registro n. 203, *foglio n.* 36. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° maggio 1966.

Conferimento della decorazione della « Stella al Merito del Lavoro » a lavoratori italiani residenti all'estero.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 18 dicembre 1952, n. 2389, sul riordinamento delle norme relative alla decorazione della « Stella al Merito del Lavoro »;

Vista la legge 20 dicembre 1965, n. 1427, recante nuove norme relative al conferimento della predetta decorazione;

Sentita la Commissione di cui all'art. 6 della citata legge 18 dicembre 1952, n. 2389;

Sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, di concerto con il Ministro per gli affari esteri;

Decreta:

E' conferita la decorazione della « Stella al Merito del Lavoro » con il titolo di « Maestro del Lavoro » a:

1) Alberti Giuseppe, Soc. Brown Boveri & C. - Baden (Svizzera);

2) Anzelini Giovanni, Camera di Commercio - Buenos Aires (Argentina);

3) Armellini Ermando, Casa San Justo - Ospedale Italiano - Buenos Aires (Argentina);

4) Battagliarini Paolo, Scuola Italiana - Budapest (Ungheria);

5) Bettegacci Battista, Impregilo & Company - Accra (Ghana);

6) Biz Giovanni Alessandro, SIDELOR - Miniere di ferro di Homécourt - Meurthe et Moselle (Francia);

7) Busidotti Napoleone, Soc. Mineraria Esperance - Longdoz a Winterslag (Limburgo belga);

8) Cangelosi Carlo, Ditta Les Ciments Artificiels - Tunisi;

9) Carrara Camillo, Impregilo & Company - Accra (Ghana);

10) Cattaruzza Pietro, Ditta A. Graffitti - Lubeck (Germania);

11) Checchi Enrico, Soc. Pirelli - Barcellona (Spagna);

12) Chiaberto Luigi, Soc. SIMCA - Parigi;

13) Chierici Elodia, Fabbriche Riunite di Cappelli - Bellinzona (Svizzera);

14) Colli Enrico, Soc. Martini & Rossi - Ginevra (Svizzera);

15) Dalla Crode Renato, Impregilo & Company - Accra (Ghana);

16) Deraita Giovanni, Brown Boveri & C. - Baden (Svizzera);

17) Epis Candido, Ditta Remo Rossi - Locarno (Svizzera);

18) Ferrara Gaspare, Nuovo Banco Italiano - Buenos Aires (Argentina);

19) Fogo Carlo, Soc. Bial Weimerskirch & Cie - Florange - Moselle (Francia);

20) Fortunati Adriano, Ditta Vincenzo Costa - Asmara (Etiopia);

21) Fratta Carlo, Soc. Siderurgica «Lorraine Escant» Thionville - Florange - Moselle (Francia)

22) Geminiani Emilio, Radio Araba Yemenita - Yemen;

23) Gobbo Vittorino, S.A. Officine Boel di la Louviere (Belgio);

24) Grassi Luigi, Ditta Gusberti & CO. - Lugano (Svizzera);

25) Grillo Pietro, Impregilo & Company - Accra (Ghana);

26) Maccario Pietro Federico, Impresa di Pavimentazione e Rivestimenti Fogliarini & Lubonis - Nizza (Francia);

27) Maroè Luigi, Ditta Luigi Tesolin - Nancy (Francia);

28) Matranga Matilde, Banca U.B.C.I. - Tunisi;

29) Mileo Elvira, Soc. Pirelli - Barcellona (Spagna);

30) Motta Adele, Scuola Dante Alighieri - Assunciòn (Paraguay);

31) Orsingher Egidio, Impregilo & Company - Accra (Ghana);

32) Palma Ida, Fabbrica Ceramiche « Fayenceries » - Digoin (Francia);

33) Pandin Francesco, S.A. Carrières Stenuich - Fontaine l'Evêque (Belgio);

34) Papagno Pasquale, Stazione Cablografica Italiana di Las Palmas Gran Canaria (Spagna);

35) Puppis Mario, Impregilo & Company - Accra (Ghana);

36) Quaranta Giuseppe, Soc. SIMCA - Parigi;

37) Ruggeri Giuseppe, Impresa Cementos Novella S.A. - (Guatemala);

38) Sacchet Vittorio Alberto, Ditta Casty & CO.A.G. Landquart (Grigioni Svizzera);

39) Senesi Alessandra, Soc. Buitoni - Parigi;

40) Tamagnini Armando, S.A. Cockerill Ougrée di Seraing (Belgio);
41) Tarchi Giorgio, Ditta Antonio Marino - Massachussetts (U.S.A.);
42) Udabotti Natale Giovanni, Tipografia Editrice Luganese - Lugano (Svizzera);
43) Valsecchi Giuseppe Mario, Impresa Quaders - Altdorf (Uri);
44) Vicario Santino, Metallurgica Luso Italiana Lda - Lisbona (Portogallo);
45) Vinanti Basilio, Ditta Muller di Zofingen (Svizzera).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 1° maggio 1966

SARAGAT

BOSCO — FANFANI

(4056)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 19 aprile 1966.

Elenco degli Enti pubblici tenuti all'osservanza della riserva del 30 per cento delle forniture e lavorazioni a favore delle imprese industriali ed artigiane ubicate nei territori di cui all'art. 16 della legge 26 giugno 1965, n. 717.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto l'art. 1 della legge 6 ottobre 1950, n. 835, e successive modificazioni ed aggiunte;

Visto l'art. 16 della legge 26 giugno 1965, n. 717, che prevede l'indicazione mediante decreto, degli Enti pubblici tenuti alla osservanza della riserva del 30 per cento delle forniture e lavorazioni a favore delle imprese industriali ed artigiane ubicate nei territori menzionati nello stesso art. 16;

Ritenuta l'opportunità di procedere nell'emanazione di un primo elenco degli Enti pubblici anzidetti;

Sulla proposta del Ministro per gli interventi straordinari nel Mezzogiorno di concerto con il Ministro per l'industria e commercio;

Decreta:

Sono tenuti all'osservanza della riserva di cui all'art. 16 della legge 26 giugno 1965, n. 717, gli Enti pubblici di cui all'elenco sottoindicato:

Associazione Italiana della Croce Rossa;
Automobile Club d'Italia;
Cassa per il Mezzogiorno;
Comitato nazionale per l'energia nucleare;
Consiglio nazionale delle ricerche;
Ente nazionale di previdenza ed assistenza per i dipendenti statali;
Ente nazionale di previdenza per i dipendenti da enti di diritto pubblico;
Ente nazionale idrocarburi;
Ente nazionale per l'energia elettrica;
Ente nazionale per la prevenzione degli infortuni;
Gestione case per i lavoratori;
Istituto centrale di statistica;
Istituto nazionale assistenza dipendenti enti locali;
Istituto nazionale delle assicurazioni;
Istituto nazionale della previdenza sociale;
Istituto nazionale di previdenza dirigenti di aziende industriali;
Istituto nazionale gestione imposte di consumo;
Istituto nazionale per il commercio estero;
Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie;
Istituto nazionale per le assicurazioni contro gli infortuni sul lavoro;
Istituto nazionale per le case degli impiegati dello Stato;
Istituto per la ricostruzione industriale;
Istituto per lo sviluppo dell'edilizia sociale;
Istituto Poligrafico dello Stato;
Opera nazionale per i combattenti;
Opera nazionale per la protezione della maternità ed infanzia;
Servizio per i contributi agricoli unificati.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 19 aprile 1966

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
MORO

Il Ministro per gli interventi straordinari nel Mezzogiorno
PASTORE

Il Ministro per l'industria e il commercio
ANDREOTTI

(4388)

DECRETO MINISTERIALE 28 marzo 1966.

Composizione del Comitato interministeriale di cui all'art. 11 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito, con modificazioni, nella legge 19 febbraio 1965, n. 28.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito, con modificazioni, nella legge 19 febbraio 1965, n. 28, concernente l'attuazione del regime dei prelievi, nei settori del latte e dei prodotti lattiero-caseari, delle carni bovine e del riso;

Visto il decreto ministeriale 26 marzo 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 27 aprile 1965, n. 105, concernente l'elenco dei prodotti per la cui importazione o esportazione è richiesta la presentazione in dogana di un certificato di importazione o di esportazione;

Visto il decreto ministeriale 19 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 28 gennaio 1966, n. 23, concernente misura e modalità di costituzione, svincolo o incameramento totale o parziale della cauzione prevista dall'art. 11 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351. Latte e prodotti lattiero-caseari;

Visto il decreto ministeriale 19 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 28 gennaio 1966, n. 23, concernente misura e modalità di costituzione, svincolo o incameramento totale o parziale della cauzione prevista dall'art. 11 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351. Carne bovina congelata;

Visto il decreto ministeriale 19 giugno 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 2 febbraio 1966, n. 28.

concernente misura e modalità di costituzione, svincolo o incameramento totale o parziale della cauzione prevista dall'art. 11 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351. Alimenti composti per animali.

Considerata la necessità di costituire il Comitato interministeriale previsto dall'art. 11 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Decreta:

Art. 1.

Il Comitato interministeriale per l'esame preventivo delle domande presentate ai sensi dell'art. 11 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, nonchè per le decisioni relative all'incameramento totale o parziale della cauzione, è composto come segue:

La Rosa dott. Carmelo, direttore generale delle importazioni e delle esportazioni del Ministero del commercio con l'estero, presidente.

In caso di assenza o di impedimento del direttore generale delle importazioni e delle esportazioni, il Comitato è presieduto dal dott. Aristide Rossi o dal dott. Nicola Trabace, ispettori generali del Ministero del commercio con l'estero;

Fazio dott. Giosuè, direttore di prima classe dogane del Ministero delle finanze, membro effettivo e dott. Vito Mastrorosa, direttore di prima classe dogane, membro supplente;

Morando dott. Gerolamo, direttore di divisione del Ministero agricoltura e foreste, membro effettivo e dott. Domenico Valente, ispettore superiore, membro supplente;

La Rosa dott. Francesco, direttore di divisione del Ministero industria e commercio, membro effettivo e dott. Attilio Tucci, direttore di sezione, membro supplente.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate dal dott. Gustavo La Porta o dal dott. Mario Morelli, direttori di sezione del Ministero del commercio con l'estero.

I membri del Comitato durano in carica tre anni e possono essere confermati.

Art. 2.

Per la misura del gettone di presenza si applicano le disposizioni stabilite dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 18 gennaio 1956, n. 14, e la relativa spesa farà carico al capitolo 1162 del bilancio del Ministero del commercio con l'estero per l'esercizio finanziario 1966 ed ai corrispondenti capitoli per gli esercizi finanziari successivi.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 marzo 1966

Il Ministro: TOLLOY

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 aprile 1966
Registro n. 1 Commercio estero, foglio n. 253

(4390)

DECRETO MINISTERIALE 2 aprile 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Dermosyl » pomata, della ditta Farmaceutici dott. Maccani di Milano. (Decreto di revoca n. 4011/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 7 luglio 1952, con il quale veniva registrata al n. 6729 la specialità medicinale « Dermosyl » (tubo da gr. 35 pomata) a nome della ditta Farmaceutici dott. Maccani, con sede in Milano, via Cusani n. 1, ora in Trento, via della Piccola n. 2, prodotta nell'officina farmaceutica della ditta Laboratorio Delta di Brescia;

Considerato che da un accertamento è risultato che la ditta stessa non ha provveduto a corrispondere negli ultimi cinque anni al pagamento della prescritta tassa di concessione governativa, per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 4, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Dermosyl » nella seguente preparazione: pomata gr. 35, registrata al n. 6729 in data 7 luglio 1952 a nome della ditta Farmaceutici dott. Maccani, Milano, ora trasferita a Trento.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Trento è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 aprile 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(4090)

DECRETO MINISTERIALE 2 aprile 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale Nuclearsol calcico fosforo sciroppo, della ditta Lab. Farmaceutici Ifarm di Napoli. (Decreto di revoca n. 4000/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto i decreti in data 11 agosto 1958, con i quali venivano registrate ai numeri 14027 e 14027/A le specialità medicinali Nuclearsol calcico (per via orale) flac. gr. 150 e la categoria « Nuclearsol calcico » 10 fiale 2 cc. a nome della ditta Laboratori farmaceutici Ifarm, con sede in Napoli, via San Giuseppe dei Nudi, 77, prodotte nell'officina farmaceutica della ditta stessa;

Considerato che da un accertamento è risultato che la ditta stessa non ha provveduto a corrispondere negli ultimi cinque anni al pagamento della prescritta tassa di concessione governativa, per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 4, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1931, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Nuclearsol calcico » nelle seguenti preparazioni: per uso orale, flacone gr. 150 e 10 fiale 2 cc. (cat.) registrate ai numeri 14027 e 14027/A in data 11 agosto 1958 a nome della ditta Laboratori farmaceutici Ifarm di Napoli.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Napoli è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 aprile 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(4072)

DECRETO MINISTERIALE 18 aprile 1966.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona dell'abitato di Foiano della Chiana (Arezzo).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la Commissione provinciale di Arezzo per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 5 novembre 1964, ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona dell'abitato di Foiano della Chiana (Arezzo);

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge, all'albo del comune di Foiano della Chiana;

Viste le opposizioni presentate, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo, da parte del sindaco di Foiano della Chiana nonchè i reclami dell'Associazione Pro-Foiano e dell'Ordine degli architetti della Toscana;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore, a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, a presentare, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che l'area predetta ha notevole interesse pubblico, perchè, situata su una delle alture che caratterizzano tutta la zona della Val di Chiana, con il nucleo urbano medioevale e rinascimentale chiuso nella cinta murata medicea costituente per la patina del tempo quasi un insieme unico con la sottostante collina coperta di olivi, vigneti e filari di frutteti, forma un quadro naturale di grande bellezza nonchè un complesso di valore estetico e tradizionale, risultato di un'armonica fusione tra l'opera della natura e quella del lavoro umano, come se le stesse costruzioni fossero state generate dal suolo spontaneamente; ricco infine di punti di belvedere accessibili al pubblico e a sua volta visibile dalle varie strade di accesso al paese e specialmente dall'Autostrada del Sole che ne è diventato il principale punto di godimento;

Decreta:

La zona dell'abitato sita nel territorio del comune di Foiano della Chiana ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata nel modo seguente: via di Circonvallazione, via Aldo Rosselli e via Tolemaide Cinini.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Arezzo.

La Soprintendenza ai monumenti di Firenze curerà che il comune di Foiano della Chiana provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 18 aprile 1966

p. *Il Ministro*: CALEFFI

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Arezzo

Verbale della riunione tenuta in Arezzo il 5 novembre 1964

Il giorno 5 novembre 1964 nei locali della Casa Vasari di Arezzo, si è riunita la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Arezzo per discutere il seguente ordine del giorno:

1) *Proposte di vincolo*:

FOIANO DELLA CHIANA.

(*Omissis*).

Aperta la seduta, essendo presente il numero legale dei commissari, il soprintendente porge loro il proprio saluto e quello del prof. Salmi impossibilitato per cause di forza maggiore ad intervenire, e dà subito inizio alla esposizione delle ragioni che spingono la Soprintendenza a chiedere una tutela su l'abitato di Foiano della Chiana, paese che mantiene intatti i caratteri dell'antico nucleo medioevale bene armonizzante con il paesaggio circostante. Tale ambiente caratterizzato da costruzioni di modesta altezza fra loro omogenee nella veste architettonica, era rimasto fino ad oggi intatto, salvo due soli esempi di edifici discordanti da tale carattere ma pur sempre di altezza tale da non disturbare il tessuto architettonico generale. Si presenta ora invece un fatto nuovo costituito da una richiesta di costruzione di un palazzo di ben sette piani e di volume assolutamente inammissibile in tale ambiente. Contro tale progetto è intervenuta la Soprintendenza con una sospensiva dei lavori, ma è ora necessario che la Commissione si pronunci in proposito; fa presente che vari cittadini di Foiano hanno scritto, protestando in merito. Ai commissari l'arch. Morozzi fa vedere la planimetria del paese e la carta topografica ove sono segnati i confini del vincolo che la Soprintendenza propone.

Nella discussione che segue intervengono: il sindaco di Foiano che si oppone alla proposta perchè ritiene la tutela esiziale agli effetti dello sviluppo del paese, ed anche perchè è allo studio un piano regolatore del Comune il quale dovrebbe regolamentare una volta per tutte tale materia; l'ing. Berti; l'ing. Mazzi che propongono sia una riduzione dell'area da sottoporre a tutela, sia un impegno da parte della Soprintendenza di lasciare decadere il vincolo non appena il piano regolatore comunale divenga operante e tale da garantire la tutela dei valori ambientali di cui si è detto; oppure un accordo diretto fra il Comune e la Soprintendenza per evitare il ripetersi di casi simili a quello di cui si discutere. Infine, dopo la replica del soprintendente, pur contro il parere del sindaco sig. Tiezzi la Commissione decide di includere nell'elenco delle cose da tutelare ai sensi della legge n. 1497 articoli I, numeri 3 e 4, l'area posta in comune di Foiano della Chiana perchè ne riconosce il valore paesistico costituendo essa un aspetto del paesaggio della zona avente valore estetico e tradizionale meritevole d'essere difeso da deturpazioni e manomissioni. La Commissione raccomanda altresì alla Soprintendenza di prendere benevoli accordi con l'interessato per il caso dell'edificio di cui è stata sospesa la costruzione.

(*Omissis*).

La seduta termina alle ore 19,45.

Il Presidente

(4155)

DECRETO MINISTERIALE 20 aprile 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Gocce digestive Mayer » flacone da 25 cc., della ditta Laboratori Mayer di Napoli. (Decreto di revoca n. 4014/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 5 settembre 1947, con il quale è stata registrata al n. 823 la specialità medicinale denominata Gocce digestive Mayer, flacone da 25 cc., a nome della ditta Laboratori Mayer, con sede in Napoli, via Calata Trinità Maggiore n. 4, prodotta nell'officina farmaceutica della ditta stessa;

Considerato che da un controllo, effettuato su campioni prelevati dal commercio, si è constatato che la quantità di amide nicotinica è inferiore dell'88 % a quella dichiarata (dichiarato gr. 1, trovato gr. 0,12) per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1 del regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Gocce digestive Mayer », flacone da 25 cc., registrata al n. 823 con decreto in data 5 settembre 1947 a nome della ditta Laboratori Mayer di Napoli.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato immediatamente dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Napoli è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 aprile 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(4093)

DECRETO MINISTERIALE 20 aprile 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Efedrol » flacone da 35 gr., della ditta Laboratorio Biochimico dott. Guidi di Milano. (Decreto di revoca n. 4013/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 11 luglio 1952, con il quale è stata registrata al n. 6711 la specialità medicinale denominata Efedrol flacone da gr. 35, a nome della ditta Laboratorio Biochimico dott. Guidi, con sede in Milano, via Osoppo n. 7, prodotta nell'officina farmaceutica della ditta stessa;

Considerato che da un controllo, effettuato su campioni prelevati dal commercio, si è constatato che il contenuto è risultato di gr. 22 circa e non di gr. 35, come autorizzato e che, in un successivo controllo effettuato è stata riscontrata una deficienza del contenuto totale del 40,90 % (trovato g. 20,682, dichiarato gr. 35) per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1 del regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Efedrol », flacone gr. 35, registrata al n. 6711 con decreto in data 11 luglio 1952 a nome della ditta Laboratorio Biochimico dott. Guidi di Milano.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato immediatamente dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Milano è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 aprile 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(4092)

DECRETO MINISTERIALE 20 aprile 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Adenokellina » supposte semplici, della ditta Canforamina, con sede in Padova. (Decreto di revoca n. 4009/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 9 giugno 1954, con il quale è stata registrata al n. 9009 la categoria della specialità medicinale denominata Adenokellina, supposte semplici, a nome della ditta Canforamina, con sede in Padova, via Vittorio Veneto n. 27, prodotta nell'officina della ditta stessa;

Considerato che, da un controllo eseguito, sono state analizzate separatamente tre supposte disciogliendo l'eccipiente di ogni singola supposta in ml. 10 di etere etilico ed i cui contenuti totali per supposte sono risultati i seguenti:

1ª supposta - ATP: assente; ADP: tracce; AMP: m.moli 20;

2ª supposta - ATP: assente; ADP: tracce; AMP: m.moli 65;

3ª supposta - ATP: assente; ADP: tracce; AMP: m.moli 8.

Ritenuto, pertanto, che la composizione della categoria della specialità medicinale suddetta non corrisponde a quella dichiarata, per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1 del regio decreto 3 marzo 1927, n 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della categoria supposte semplici della specialità medicinale denominata Adenokellina, registrata al n. 9009 con decreto in data 9 giugno 1954, a nome della ditta Canforamina di Padova.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere immediatamente ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Padova è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 aprile 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(4089)

DECRETO MINISTERIALE 20 aprile 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Silivertil » flacone da 250 gr. della ditta Farmaceutici Maccani di Milano. (Decreto di revoca n. 4012/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 4 settembre 1953, con il quale veniva registrata al n. 8058 la specialità medicinale « Silivertil » flacone gr. 250, a nome della ditta Farmaceutici Maccani, con sede in Milano, via Cusani n. 1 e trasferita in Trento, via della Piccola n. 2, prodotta nell'officina farmaceutica della ditta Laboratorio Delta, Brescia;

Considerato che da un accertamento è risultato che la ditta stessa non ha provveduto a corrispondere negli ultimi cinque anni al pagamento della prescritta tassa di concessione governativa, per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 4, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Silivertil » nella seguente preparazione flacone gr. 250, registrata al n. 8058 in data 4 settembre 1953 a nome della ditta Farmaceutici Maccani, Milano, ora trasferita in Trento.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Trento è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 aprile 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(4091)

DECRETO MINISTERIALE 20 aprile 1966.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Vitamina D2 + A » flacone 20 cc. per uso veterinario della ditta Fatro di Ozzano Emilia (Bologna). (Decreto di revoca n. 4008/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 17 maggio 1960, con il quale veniva registrata al n. 17.201 la specialità medicinale denominata « Vitamina D2 + A » (soluzione iniettabile) per uso veterinario, a nome della ditta Fatro, con sede in Ozzano Emilia (BO), via Emilia Levante n. 317, prodotta nell'officina della ditta stessa;

Considerato che, da un controllo eseguito la quantità di vitamina A è risultata inferiore del 57,5 % a quella dichiarata (dichiarato U.I. 300.000, trovato U.I. 127.600) per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478.

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale « Vitamina D2 + A » flacone 20 cc. per uso veterinario, registrata al n. 17.201 con decreto in data 17 maggio 1960, a nome della ditta Fatro di Ozzano Emilia (BO).

Il prodotto del quale è revocata la registrazione deve essere immediatamente ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Bologna è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 aprile 1966

Il Ministro: MARIOTTI

(4088)

DECRETO MINISTERIALE 2 maggio 1966.
Sostituzione di un componente del Comitato regionale per la programmazione economica della Calabria.

IL MINISTRO PER IL BILANCIO

Visto il decreto ministeriale 31 luglio 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 315 del 28 agosto 1965, relativo alla composizione del Comitato regionale per la programmazione economica della Calabria;

Vista la nota n. 32 del 12 aprile 1966, con la quale il presidente del Comitato regionale per la programmazione economica della Calabria comunica che con deliberazione n. 6 del 28 marzo 1966, resa immediatamente esecutiva, il Consiglio comunale di Reggio Calabria, ha eletto sindaco della città il geom. Pietro Battaglia, in sostituzione del prof. Vittorio Barone-Adesi;

Ritenuta la necessità di chiamare a far parte del Comitato regionale per la programmazione economica della Calabria il geom. Pietro Battaglia, eletto sindaco del comune di Reggio Calabria, in sostituzione del professore Vittorio Barone-Adesi;

Decreta:

Articolo unico.

Il geom. Pietro Battaglia è chiamato a far parte, quale sindaco del comune di Reggio Calabria, del Comitato regionale per la programmazione economica della Calabria, in sostituzione del prof. Vittorio Barone-Adesi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 2 maggio 1966

Il Ministro: PIERACCINI

(4189)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 1136 del 5 maggio 1966. Chiusura del « Fondo » costituito ai sensi del provvedimento C.I.P. n. 660 del 12 luglio 1957.

Con circolare n. 1136 del 5 maggio 1966 è stata data comunicazione della seguente deliberazione adottata dal Comitato interministeriale dei prezzi.

IL COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Visti i decreti legislativi luogotenenziali 19 ottobre 1944, n. 347 e 23 aprile 1946, n. 363;

Visti i decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 283 e 15 settembre 1947, n. 896;

Visto il provvedimento C.I.P. n. 660 del 12 luglio 1957, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 183 del 24 luglio 1957;

Accertato che al conto corrente intestato all'Associazione nazionale bieticultori, acceso presso la Banca nazionale della agricoltura di Bologna, costituente il « Fondo », di cui al provvedimento C.I.P. n. 660, sono affluite complessivamente lire 2.122.283.317 compresi gli interessi maturati fino al 30 aprile 1966;

Vista la sentenza del Tribunale civile di Roma del 27 ottobre 1965;

Delibera:

1. — Di attribuire alle Società saccarifere indicate nel seguente prospetto, a saldo di quanto alle stesse dovuto per le operazioni di esportazione di tre milioni di q.li di zucchero, di cui al citato provvedimento n. 660 del 12 luglio 1957, la somma riportata a fianco di ciascuna Società (in ragione di lire 705,80 per q.le) per un importo complessivo di L. 2.117.400.000:

SOCIETÀ	Quantitativo zucchero esportato in q.li	Somme corrisposte (L. 659,80 q.le)	Somme da corrispondersi (L. 46 q.le)	TOTALI
Eridania zuccherifici nazionali, in proprio	1.472.146,33	971.322.148	67.718.732	1.039.040.880
per c/ « Saccarifera Lombarda »	266.433,29	175.792.685	12.255.932	188.048.617
per c/ Zuccherificio del Volano	119.005,00	78.519.499	5.474.230	83.993.729
per c/ Romana zucchero	84.266,33	55.598.924	3.876.252	59.475.176
per c/ Zuccherificio di Cecina	22.720,50	14.990.986	1.045.143	16.036.129
per c/ Italiana per l'industria degli zuccheri	34.521,62	22.777.365	1.587.995	24.365.360
per c/ Zuccherificio di Sermide	16.894,50	11.146.991	777.147	11.924.138
Italiana per l'industria degli zuccheri	764.181,34	504.206.848	35.152.333	539.359.181
Zuccherificio Lendinarese	111.079,86	73.290.492	5.109.674	78.400.166
Zuccherificio e Raffineria di Pontelongo	14.881,99	9.819.137	684.573	10.503.710
Veneta per l'industria degli zuccheri	50.000,30	32.990.198	2.300.015	35.290.213
Zuccherificio di Cecina	15.345,00	10.124.631	705.872	10.830.503
Zuccherificio di Sermide	16.618,14	10.964.649	764.435	11.729.084
Zuccherificio Delta Po	11.905,80	7.855.447	547.667	8.403.114
TOTALI	3.000.000,00	1.979.400.000	138.000.000	2.117.400 000

2. — Di assegnare alla Cassa conguaglio trasporti zucchero, a titolo di rimborso delle spese inerenti alle prestazioni rese per la gestione del « Fondo » stesso, la somma che residuerà sul conto corrente suddetto alla data di estinzione di esso.

3. — L'Associazione nazionale bieticultori provvederà a dare esecuzione, non oltre il 31 maggio c.a., a quanto stabilito con la presente delibera.

Roma, addì 5 maggio 1966

p. *Il Presidente*
Il Ministro delegato
ANDREOTTI

(4376)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Santa Teresa di Riva ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 11 maggio 1966, il comune di Santa Teresa di Riva (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.802.020, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4281)

Autorizzazione al comune di Villabate ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 11 maggio 1966, il comune di Villabate (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.985.062, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4278)

Autorizzazione al comune di Tusa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 11 maggio 1966, il comune di Tusa (Messina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 30.235.125, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4279)

Autorizzazione al comune di Corleone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 11 maggio 1966, il comune di Corleone (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 170.713.936, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4280)

Autorizzazione al comune di Agrigento ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1964

Con decreto ministeriale in data 9 maggio 1966, il comune di Agrigento viene autorizzato ad assumere un mutuo di lire 712.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1964 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4284)

Autorizzazione al comune di Regalbuto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 11 maggio 1966, il comune di Regalbuto (Enna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 41.912.880, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4282)

Autorizzazione al comune di Nuoro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 9 maggio 1966, il comune di Nuoro viene autorizzato ad assumere un mutuo di lire 246.750.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4289)

Autorizzazione al comune di Piazza al Serchio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 10 maggio 1966, il comune di Piazza al Serchio (Lucca) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.300.287, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4285)

Autorizzazione al comune di Sassari ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 9 maggio 1966, il comune di Sassari viene autorizzato ad assumere un mutuo di lire 798.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4290)

Autorizzazione al comune di Cesena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 7 maggio 1966 il comune di Cesena (Forlì) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 585.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4270)

Autorizzazione al comune di Matera ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 3 maggio 1966 il comune di Matera viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 13.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4191)

Autorizzazione al comune di Arezzo ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 9 maggio 1966, il comune di Arezzo viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 55.400.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4260)

Autorizzazione al comune di Ascoli Piceno ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 9 maggio 1966, il comune di Ascoli Piceno viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 35.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4268)

Autorizzazione al comune di Castrignano dei Greci ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965.

Con decreto ministeriale in data 10 maggio 1966, il comune di Castrignano dei Greci (Lecce) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 7.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4261)

Autorizzazione al comune di Caserta ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 9 maggio 1966, il comune di Caserta viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 25.680.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4269)

Autorizzazione al comune di Napoli ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965

Con decreto ministeriale in data 9 maggio 1966, il comune di Napoli viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 910.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4271)

Autorizzazione al comune di Scandolara Ripa d'Oglio ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965.

Con decreto ministeriale in data 10 maggio 1966, il comune di Scandolara Ripa d'Oglio (Cremona) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 2.347.135, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4277)

Autorizzazione al comune di San Giorgio di Pesaro ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965.

Con decreto ministeriale in data 10 maggio 1966, il comune di San Giorgio di Pesaro (Pesaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 3.986.205, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4273)

Autorizzazione al comune di Monterotondo Marittimo ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1965.

Con decreto ministeriale in data 10 maggio 1966, il comune di Monterotondo Marittimo (Grosseto) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 6.126.660, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1965 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4276)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano di zona del comune di Senigallia

Con decreto ministeriale in data 4 maggio 1966, n. 343, è stato approvato il piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare nel territorio del comune di Senigallia (Ancona).

Copia di tale decreto sarà depositata a libera visione del pubblico nella segreteria del predetto Comune.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia, nella forma delle citazioni, ai proprietari interessati, ai sensi dell'art. 8, ultimo comma, della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(4192)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione del commissario liquidatore della Società cooperativa di produzione e lavoro « Aurora » fra tubisti, con sede in Trieste, in liquidazione.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 27 aprile 1966, il dott. Edoardo Gemmari, è stato nominato commissario liquidatore della Società cooperativa di produzione e lavoro « Aurora » fra tubisti, con sede in Trieste, in sostituzione del dott. Gianni Balbi, rinunciatario.

(4045)

Proroga dei poteri conferiti al commissario governativo della Società cooperativa « Unione cooperativa progresso », con sede in Bondeno (Ferrara).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 29 aprile 1966, i poteri conferiti al dott. Settimo Lorenzi, commissario governativo della Società cooperativa « Unione cooperativa progresso », con sede in Bondeno (Ferrara), sono stati prorogati dal 30 aprile al 30 luglio 1966.

(4048)

Revoca degli amministratori e dei sindaci della Società cooperativa Società Azionaria Cooperativa Autotrasporti S.A.C.A., con sede in Pistoia.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 30 aprile 1966 è stata disposta la revoca degli amministratori e dei sindaci della Società cooperativa Società Azionaria Cooperativa Autotrasporti S.A.C.A., con sede in Pistoia, costituita in data 9 gennaio 1945 per atto del notaio dott. Augusto Cappellini, ed è stato nominato un commissario governativo, per il periodo di sei mesi dalla data del decreto stesso, nella persona del sig. Otello Verreschi.

(4074)

MINISTERO DEL TESORO

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 settembre 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1965, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 362, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 25 gennaio 1962 dalla signora Ildegarda Stark ved. De Persico, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per i beni perduti nel territorio ceduto alla Jugoslavia per effetto del trattato di pace, viene respinto perchè infondato.

(4193)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 19 settembre 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1965, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 364, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 9 novembre 1962 dalle signore Deponte Antonia ved. Zaro, nata a Capodistria l'11 dicembre 1894, e Zaro Lucia in Degrassi, nata ad Isola d'Istria il 14 maggio 1912, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nella Zona *B* dell'ex territorio libero di Trieste, viene dichiarato irricevibile per tardività.

(4200)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 settembre 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1965, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 363, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 9 aprile 1962 dal sig. Vittorio Spinotti, nato a Caneva il 23 gennaio 1871, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nella Zona *B* dell'ex territorio libero di Trieste, viene dichiarato inammissibile per la parte concernente il merito e respinto per quanto riguarda la pretesa illegittimità.

(4202)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 settembre 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1965, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 361, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario, proposto il 17 novembre dal sig. Tarticchio Antonio, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nel territorio ceduto alla Jugoslavia per effetto del trattato di pace, viene respinto perchè infondato.

(4194)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 18 agosto 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1965, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 365, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario, proposto dalla signora Veceralo Maria in Massari, nata a Zara il 19 aprile 1915, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nel territorio ceduto alla Jugoslavia per effetto del trattato di pace, viene respinto perchè infondato.

(4195)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 settembre 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1966, registro n. 2 Tesoro, foglio n. 281, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 12 maggio 1962 dal sig. Agapito Agapito, nato ad Albona il 21 marzo 1878, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nel territorio ceduto alla Jugoslavia per effetto del trattato di pace, viene respinto perchè infondato.

(4196)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 settembre 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1965, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 368, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 12 luglio 1962 dalla signora Gioacchina Bradicih ved. Montenovi, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nel territorio ceduto alla Jugoslavia per effetto del trattato di pace, viene respinto perchè infondato.

(4197)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 settembre 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 26 marzo 1965, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 359, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 9 ottobre 1962 dal sig. Giovanni Camali, nato a Neresina il 7 marzo 1921, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nel territorio ceduto alla Jugoslavia per effetto del trattato di pace, viene respinto perchè infondato.

(4198)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 13 agosto 1964, registrato alla Corte dei conti, addì 21 dicembre 1964, registro n. 35 Tesoro, foglio n. 15, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario proposto il 21 ottobre 1961 dal sig. Zmajevich Mario, nato a Trieste il 21 novembre 1894, avverso il provvedimento di indennizzo concesso per beni perduti nella Zona *B* dell'ex territorio libero di Trieste, viene dichiarato inammissibile.

(4199)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 97

Corso dei cambi del 20 maggio 1966 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,57	624,76	624,76	624,72	624,70	624,55	624,80	624,60	624,55	624,60
$ Can.	579,65	580,05	580,25	580,10	579,25	579,75	580,35	580 —	579,75	579,75
Fr. Sv.	144,72	144,74	144,80	144,745	144,72	144,70	144,755	144,70	144,70	144,71
Kr. D.	90,32	90,32	90,33	90,32	90,35	90,33	90,35	90,30	90,33	90,32
Kr. N.	87,28	87,25	87,30	87,28	87,30	87,25	87,29	87,25	87,25	87,25
Kr. Sv.	121,361	121,20	121,26	121,235	121,35	121,21	121,23	121,30	121,21	121,18
Fol.	172,20	172,12	172,14	172,105	172,05	172,11	172,135	172,05	172,11	172,06
Fr. B.	12,548	12,546	12,55	12,5495	12,545	12,54	12,5480	12,55	12,54	12,545
Franco francese	127,46	127,44	127,46	127,465	127,42	127,41	127,475	127,40	127,41	127,42
Lst.	1743,71	1744,10	1744,60	1744,10	1744 —	1743,70	1744,25	1743,60	1743,60	1743,75
Dm. occ.	155,34	155,53	155,59	155,54	155,50	155,47	155,555	155,45	155,47	155,52
Scell. Austr.	24,18	24,182	24,18	24,1875	24,15	24,18	24,1875	24,17	24,18	24,18
Escudo Port.	21,78	21,76	21,75	21,7625	21,78	21,76	21,755	21,76	21,76	21,76
Peseta Sp.	10,42	10,42	10,43	10,42375	10,42	10,42	10,4260	10,42	10,42	10,42

Media dei titoli del 20 maggio 1966

Rendita 5 % 1935	108,15
Redimibile 3,50 % 1934	100,675
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	89,325
Id. 5 % (Ricostruzione)	99,025
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	97,925
Id. 5 % (Città di Trieste)	98,575
Id. 5 % (Beni Esteri)	98,325

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,175
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,125
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,35
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,475
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100,20
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,30
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 20 maggio 1966

1 Dollaro USA	624,76
1 Dollaro canadese	580,225
1 Franco svizzero	144,75
1 Corona danese	90,335
1 Corona norvegese	87,285
1 Corona svedese	121,232
1 Fiorino olandese	172,12
1 Franco belga	12,549
1 Franco francese	127,47
1 Lira sterlina	1744,175
1 Marco germanico	155,547
1 Scellino austriaco	24,187
1 Escudo Port.	21,759
1 Peseta Sp.	10,425

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi applicabili per il periodo dal 1° gennaio 1966 al 31 gennaio 1966 all'importazione dei prodotti indicati dall'art. 1, paragrafo 1, lettere a) e b) del Regolamento comunitario n. 16/64 (settore riso) provenienti da:

— Paesi terzi.

— Stati membri della C.E.E., quando tali prodotti sono accompagnati da certificato di circolazione Mod. D.D. 4 dal quale risulti che l'esportatore ha chiesto, nello Stato membro di provenienza, una restituzione del prelievo a « livello Paesi terzi ».

Prelievi in lire italiane per quintale

Numero		Denominazione delle merci	Giorni 1/6-1-1966		Giorni 7/13-1-1966		Giorni 14/31-1-1966	
della Tariffa	della Statistica		Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo	Paesi terzi	Stati membri con restituzione prelievo
ex 10.06-A		Riso greggio (non pilato) o risone:						
	06 14	- gruppo 1	2.799	2.699	2.849	2.749	2.944	2.844
	07 15	- gruppo 2	2.799	2.699	2.849	2.749	2.944	2.844
x 10.06-A		Riso semigreggio (non pilato):						
	08 12	- gruppo 1	3.499	3.374	3.561	3.436	3.680	3.555
	11 16	- gruppo 2	3.499	3.374	3.561	3.436	3.680	3.555
10.06-B		Riso in grani interi pilati, anche lucidati o brillati:						
		- riso semilavorato:						
	17 25	- - gruppo 1	4.585	4.402	4.660	4.477	4.804	4.621
	18 28	- - gruppo 2	5.072	4.889	5.156	4.973	5.317	5.133
		- riso lavorato a fondo:						
	21 31	- - gruppo 1	4.859	4.675	4.939	4.755	5.092	4.909
	23 34	- - gruppo 2	5.415	5.231	5.505	5.321	5.677	5.494
10.06-C	09 10 13	Riso spezzato (rotture di riso)	1.728	1.640	1.728	1.640	1.497	1.409

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi applicabili per il periodo dal 1° gennaio 1966 al 31 gennaio 1966 all'importazione dei prodotti indicati dall'art. 1, paragrafo 1, lettere a) e b) del Regolamento comunitario n. 16/64 (settore riso), in provenienza dagli altri Stati membri della Comunità Economica Europea, quando tali prodotti sono accompagnati da certificato di circolazione Mod. D.D. 4 dal quale risulti che l'esportatore ha chiesto, nello Stato membro di provenienza, una restituzione del prelievo a « livello Italia », ovvero che non ha beneficiato di alcuna restituzione del prelievo stesso.

Prelievi in lire italiane per quintale, validi dal 1° gennaio 1966 al 6 gennaio 1966

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.06-A		Riso greggio (non pilato) o risone:					
	06 14	- gruppo 1	1.054	1.054	2.699	1.054	1.054
	07 15	- gruppo 2	1.054	1.054	2.699	1.054	1.054
ex 10.06-A		Riso semigreggio (non pilato):					
	08 12	- gruppo 1	1.318	1.318	3.374	1.318	1.318
	11 16	- gruppo 2	1.318	1.318	3.374	1.318	1.318
10.06-B		Riso in grani interi pilati, anche lucidati o brillati:					
		- riso semilavorato:					
	17 25	- - gruppo 1	1.758	1.758	4.402	1.758	1.758
	18 28	- - gruppo 2	1.941	1.941	4.889	1.941	1.941
		- riso lavorato a fondo:					
	21 31	- - gruppo 1	1.861	1.861	4.675	1.861	1.861
	23 34	- - gruppo 2	2.071	2.071	5.231	2.071	2.071
10.06-C	09 10 13	Riso spezzato (rotture di riso)	zero	zero	zero	zero	zero

Prelievi in lire italiane per quintale, validi dal 7 gennaio 1966 al 13 gennaio 1966

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.06-A		Riso greggio (non pilato) o risone:					
	06 14	- gruppo 1	1.054	1.054	2.749	1.054	1.054
	07 15	- gruppo 2	1.054	1.054	2.749	1.054	1.054
ex 13.06-A		Riso semigreggio (non pilato):					
	08 12	- gruppo 1	1.318	1.318	3.436	1.318	1.318
	11 16	- gruppo 2	1.318	1.318	3.436	1.318	1.318
10.06-B		Riso in grani interi pilati, anche lucidati o brillati:					
		- riso semilavorato:					
	17 25	- - gruppo 1	1.758	1.758	4.477	1.758	1.758
	18 28	- - gruppo 2	1.941	1.941	4.973	1.941	1.941
		- riso lavorato a fondo:					
	21 21	- - gruppo 1	1.861	1.861	4.755	1.861	1.861
	23 34	- - gruppo 2	2.071	2.071	5.321	2.071	2.071
10.06-C	09 10 13	Riso spezzato (rotture di riso)	zero	zero	zero	zero	zero

Prelievi in lire italiane per quintale, validi dal 14 gennaio 1966 al 31 gennaio 1966

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Belgio	Lussemburgo	Francia	Germania	Paesi Bassi
ex 10.06-A		Riso greggio (non pilato) o risone:					
	06 14	- gruppo 1	1.054	1.054	2.844	1.054	1.054
	07 15	- gruppo 2	1.054	1.054	2.844	1.054	1.054
ex 10.06-A		Riso semigreggio (non pilato):					
	08 12	- gruppo 1	1.318	1.318	3.555	1.318	1.318
	11 16	- gruppo 2	1.318	1.318	3.555	1.318	1.318
10.06-B		Riso in grani interi pilati, anche lucidati o brillati:					
		- riso semilavorato:					
	17 25	- - gruppo 1	1.758	1.758	4.621	1.758	1.758
	18 28	- - gruppo 2	1.941	1.941	5.133	1.941	1.941
		- riso lavorato a fondo:					
	21 31	- - gruppo 1	1.861	1.861	4.909	1.861	1.861
	23 34	- - gruppo 2	2.071	2.071	5.494	2.071	2.071
10.06-C	09 10 13	Riso spezzato (rotture di riso)	zero	zero	zero	zero	zero

(3483)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Deformazione e smarrimento dei punzoni per la bollatura dei metalli preziosi, recanti il marchio d'identificazione « 240-VI ».

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che sono stati deformati i sette punzoni recanti il marchio d'identificazione « 240-VI », a suo tempo assegnato alla ditta Vicario Smeraldo, con sede in Vicenza, via Torretti n. 39.

Si rende noto altresì che la ditta stessa ha denunciato lo smarrimento dei due analoghi punzoni già in sua dotazione.

Si diffidano gli eventuali detentori dei punzoni suddetti a restituirli all'Ufficio metrico provinciale di Vicenza.

(4017)

MINISTERO DELLA DIFESA

Esito di ricorso

Con decreto presidenziale 15 marzo 1966, registrato alla Corte dei conti il 16 aprile 1966, registro n. 16, foglio n. 28, il ricorso straordinario interposto in data 12 gennaio 1962 dal dott. Michele D'Aloia avverso il decreto ministeriale 10 giugno 1961, concernente l'esclusione del predetto candidato dal concorso a diciassette posti di consigliere di 3ª classe in prova nel Ministero della difesa, carriera direttiva del personale amministrativo della Marina, bandito con decreto ministeriale 24 marzo 1960, è accolto, essendo tale provvedimento viziato per difetto di motivazione e per omessa valutazione dei fatti che diedero luogo all'esclusione dal concorso del dott. D'Aloia.

(4292)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Attribuzione della gestione del patrimonio delle Casse comunali di credito agrario di San Pietro Apostolo e Umbriatico (Catanzaro) alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, e le successive modificazioni e integrazioni;

Visti l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni e integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Ritenuto che le Casse comunali di credito agrario di San Pietro Apostolo e Umbriatico (Catanzaro) non possano utilmente funzionare;

Dispone:

La gestione del patrimonio delle Casse comunali di credito agrario di San Pietro Apostolo e Umbriatico (Catanzaro) è affidata alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli, che dovrà prendere in consegna, redigendo appositi verbali, le attività e gli atti degli Enti anzidetti.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 maggio 1966

Il Governatore: CARLI

(4403)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso per titoli al posto di ispettore centrale di 1ª classe per l'istruzione musicale

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1305;
Veduto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;
Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, recante norme di esecuzione del citato testo unico;
Veduto il decreto ministeriale 15 maggio 1963, registrato alla Corte dei conti il 24 agosto 1963, registro n. 57, foglio n. 143, con il quale è stato indetto un concorso per titoli ad un posto di ispettore centrale di 1ª classe per l'istruzione musicale nel Ministero della pubblica istruzione;
Considerato che detto posto di ispettore centrale è tuttora disponibile, in quanto il maestro Farina Guido, vincitore dell'indicato concorso, ha rinunciato alla nomina che, conferitagli con decreto ministeriale 1° dicembre 1965, è stata dichiarata priva di efficacia giuridica con provvedimento 19 gennaio 1966 in corso di registrazione alla Corte dei conti;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli al posto di ispettore centrale di 1ª classe per l'istruzione musicale nel Ministero della pubblica istruzione.
Esso è riservato ai direttori od insegnanti di composizione nei conservatori di musica.

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso, firmate dagli aspiranti e redatte su carta da bollo da L. 400, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione, Direzione generale del personale e degli affari generali e amministrativi, divisione 3ª, entro il termine di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.
Nelle domande dovrà essere indicato il domicilio dell'aspirante, il quale è tenuto a comunicare tempestivamente le eventuali variazioni del domicilio stesso.

Art. 3.

Le domande dovranno essere corredate dai seguenti documenti:
1) relazione illustrativa documentata dell'attività amministrativa e musicale svolta e della carriera percorsa dal candidato, in cinque esemplari firmati;
2) copia autentica dello stato di servizio civile rilasciato dal competente ufficio del Ministero, di data non anteriore a quella del presente decreto;
3) titoli di studio, scientifici, didattici ed artistici, lavori, pubblicazioni e ogni altro titolo o documento che il candidato ritenga utile agli effetti del concorso.
Non è ammessa la presentazione di manoscritti o dattiloscritti. Alla domanda dovrà essere allegato, in cinque copie, un elenco dei titoli presentati, firmato dall'interessato.

Art. 4.

Non saranno ammessi al concorso coloro che faranno pervenire le domande dopo il termine stabilito, nè saranno accettate, dopo detto termine, pubblicazioni o parte di esse o qualsiasi altro documento.
La data di presentazione delle domande, dei documenti e delle pubblicazioni sarà accertata dal bollo di arrivo al Ministero. Non è consentito il riferimento a documenti e pubblicazioni presentati presso altre Amministrazioni o altri uffici del Ministero della pubblica istruzione.

Art. 5.

La Commissione giudicatrice del concorso sarà composta come segue: un professore di università, un funzionario di carriera direttiva con qualifica non inferiore a direttore di divisione, tre esperti in materia musicale a scelta del Ministro.
Le funzioni di segretario saranno disimpegnate da un impiegato della carriera direttiva dell'Amministrazione con qualifica non inferiore a consigliere di 1ª classe.
La Commissione esaminatrice nella sua prima adunanza stabilirà i criteri per la valutazione dei titoli con determinazione dei relativi coefficienti, nonchè il minimo punteggio costituente titolo per l'assunzione.

Art. 6.

Nella graduatoria di merito, da approvare con decreto ministeriale e da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del Ministero, saranno inclusi, nell'ordine del punteggio riportato, oltre il vincitore, coloro che, avendo raggiunto la votazione minima prestabilita dalla Commissione giudicatrice, possono essere nominati in surroga del vincitore decaduto o rinunciatario, nel termine di sei mesi dall'approvazione della graduatoria stessa.
Nel caso di parità di merito saranno applicate le disposizioni di legge relative alla materia.

Art. 7.

Il concorrente collocato utilmente nella graduatoria generale di merito e dichiarato vincitore o che subentrerà nella nomina al vincitore rinunciatario o dichiarato decaduto dalla nomina stessa dovrà presentare o far pervenire al Ministero (Direzione generale del personale e degli affari generali ed amministrativi, divisione 2ª) entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data in cui avrà ricevuto il relativo invito, i seguenti documenti di rito:
A) copia integrale dello stato di servizio civile rilasciata a norma delle vigenti leggi sul bollo e con l'osservanza delle disposizioni di cui all'art. 29 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, dall'Ispettorato per l'istruzione artistica, in data non anteriore ad un mese da quella della lettera di invito alla presentazione del documento;
B) certificato medico rilasciato, su carta da bollo da L. 400, da un medico provinciale o militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che il candidato possiede la idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale il concorso si riferisce.
Nel certificato debbono essere precisati gli estremi dell'attestato comprovante gli eseguiti accertamenti sierologici del sangue prescritti dalla legge 25 luglio 1956, n. 387, ed effettuati presso un Istituto o un laboratorio autorizzato.
Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione con la dichiarazione che l'imperfezione stessa non menomi l'attitudine all'impiego al quale concorre.
Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati e per gli invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza dell'aspirante e contenere, ai sensi, rispettivamente dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 21 febbraio 1953, n. 142, oltre ad un'esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti da un esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e che, per la natura ed il grado della sua invalidità o mutilazione, non possa riuscire di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro ed alla sicurezza degli impianti e sia idoneo a disimpegnare le mansioni dell'impiego per il quale concorre.
Il certificato in parola dovrà essere rilasciato in data non anteriore a tre mesi da quella della lettera di invito indicata nel primo comma del presente articolo.
L'Amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo il vincitore del concorso, per accertare la sua idoneità fisica all'impiego per il quale concorre.
Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 4 marzo 1966

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 marzo 1966
Registro n. 29, foglio n. 7

(3607)

Sostituzione di un componente la Commissione esaminatrice del concorso per titoli, integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato in lingua italiana, per l'assunzione di due inservienti in prova presso il Provveditorato agli studi di Venezia, indetto con decreto ministeriale 20 luglio 1964.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il decreto ministeriale 20 luglio 1964, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1965, registro n. 2, foglio n. 393, con il quale è stato indetto un concorso per titoli, integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato in lingua italiana, per l'assunzione di due inservienti in prova presso il Provveditorato agli studi di Venezia;

Veduto il decreto ministeriale 3 gennaio 1966 (in corso di registrazione alla Corte dei conti), con il quale è stata costituita la Commissione esaminatrice del predetto concorso;

Veduta la lettera, in data 17 febbraio 1966, con la quale il rag. Pusinich Giovanni, direttore di ragioneria di 2ª classe, ha comunicato di non potere, per motivi di parentela, accettare la nomina a membro della Commissione medesima, perchè partecipa al concorso in parola un suo parente entro il quarto grado;

Decreta:

In sostituzione del rag. Pusinich Giovanni, rinunciatario, è chiamato a far parte della Commissione esaminatrice del concorso indicato nelle premesse, il rag. Gioseffi Luciano, ispettore capo di ragioneria, in servizio presso il Provveditorato agli studi di Padova.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° marzo 1966

p. *Il Ministro*: BADALONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 aprile 1966
Registro n. 33, *foglio n.* 255

(4145)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Diario delle prove scritte del concorso per esami a quindici posti di chimico di 2ª classe in prova nella carriera direttiva dei chimici del Ministero della sanità.

Con decreto ministeriale del 14 maggio 1966 il diario delle prove scritte del concorso per esami a quindici posti di chimico di 2ª classe in prova nella carriera direttiva dei chimici del Ministero della sanità, è stato fissato nei giorni 13, 14 e 15 giugno 1966 presso l'Archivio dello Stato - Piazzale degli Archivi - (in fondo a viale Europa, angolo viale dell'Arte - Roma - EUR), con inizio alle ore 8,30.

(4440)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VERONA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Verona.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 102411 del 30 aprile 1965, con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto e ostetrica condotta vacanti in provincia di Verona al 30 novembre 1964;

Considerata la necessità di provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta, bandito come sopra specificato, essendo decorso il termine utile per la presentazione delle domande;

Viste le proposte pervenute dal Ministero della sanità, dalla prefettura di Verona, dall'Ordine dei medici della provincia di Verona e dai Comuni interessati;

Visto l'art. 68 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 50 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e della Provincia, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281 e modificato con decreto del Presidente della Repubblica 22 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso pubblico per titoli ed esami a posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Verona al 30 novembre 1964, si compone come segue:

Presidente:
Lonoce dott.ssa Anna, direttore di divisione del Ministero della sanità.

Componenti:
Civello dott. Eugenio, consigliere di 1ª classe della prefettura di Verona;
Trigiglio dott. Michelangelo, medico provinciale aggiunto di Verona;
Martinolli dott. prof. Aldo, primario della divisione maternità dell'Ospedale civile maggiore di Verona;
Pomini dott. prof. Francesco, ostetrico della Casa di cura Sant'Anna;
Pospisek Laura, ostetrica condotta del comune di Verona.

Segretario:
Sollecchia dott. Luigi, consigliere del Ministero della sanità.

La Commissione inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della provincia di Verona e, per otto giorni consecutivi all'albo dell'Ufficio del medico provinciale di Verona, della prefettura di Verona e dei Comuni interessati.

Verona, addì 4 maggio 1966

Il medico provinciale: DE MARCO

(4148)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROSATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.